



APRÈS L'AVERTISSEMENT DES RÉGIONALES QUI PEUT OUVRIR LA VOIE AU PIRE

RASSEMBLER NOS FORCES POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

10 DÉCEMBRE 2015

Marine Le Pen a donc récolté les fruits pourris de la politique anti-ouvrière et réactionnaire du gouvernement Hollande-Valls. Avec un peu plus de 6 millions de voix, en tête dans 6 régions, le FN devient le premier parti de ce pays sur le plan électoral. Après les attentats de Paris et la proclamation de l'état d'urgence, voilà où mène son offensive sécuritaire et guerrière.

UN REJET DES GRANDS PARTIS DE DROITE COMME DE GAUCHE

Mais le rejet de ces partis qui se succèdent au pouvoir pour organiser la régression sociale, l'offensive contre le monde du travail et les classes populaires, s'est aussi manifesté par l'abstention. Près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé, malgré les appels à gauche comme à droite, à voter « pour faire obstacle au FN ». Comme si ce n'était pas eux qui avaient fait le lit du succès du FN en reprenant à leur compte sa démagogie sécuritaire et xénophobe.

HOLLANDE ET VALLS RESPONSABLES

Dans cette élection, la droite – Sarkozy en tête – a couru sans vergogne derrière le FN pour essayer de capter l'électorat d'extrême droite. Résultat, un échec, puisque ses propres électeurs ont préféré l'original à la copie en votant directement pour l'extrême droite.

Mais le gouvernement Hollande-Valls porte la responsabilité principale, suite à sa fuite en avant réactionnaire et anti-démocratique après les attentats du 13 novembre. L'état d'urgence, la guerre, la campagne xénophobe contre les musulmans et les migrants qu'il a orchestrée, ont été autant d'arguments pour le vote Le Pen. Hollande et Valls sont allés jusqu'à piocher dans le programme du FN la déchéance de nationalité et l'armement des policiers en dehors des heures de service ! Tout cela s'ajoutant à leur politique 100% au service des capitalistes depuis leur arrivée au pouvoir.

CLASSES POPULAIRES

Loin de répondre aux besoins des classes populaires, la politique de Le Pen est entièrement dirigée contre elles. Comme Les Républicains ou le PS, le FN ne rêve que d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des classes dominantes. En pire et plus brutalement, pour accentuer l'exploitation, diviser les travailleurs. Sa cible, les « étrangers », pas les patrons qui licencient à tour de bras, planquent des milliards dans les paradis fiscaux, cassent le Code du travail pour priver les salariés de toute protection. Sa « priorité nationale » n'est qu'une dangereuse formule démagogique qui signifie priorité aux intérêts des banques et des patrons.

UNE SEULE SOLUTION : REPRENDRE CONFIANCE EN NOS FORCES

La politique du PS, dévouée aux classes dominantes et l'incapacité du Front de Gauche à rompre avec lui – comme le prouvent les négociations du 2nd tour – laissent à gauche un véritable champ de ruines. Cette gauche politicienne manœuvre sur le terrain électoral, mais elle ne tire aucune leçon de son effondrement. Valls l'a dit sur TF1 : « Je ne suis pas là pour m'excuser ». En clair, il va poursuivre et accentuer sa politique, celle qui a installé le FN au dessus de 30%.

Alors, pour combattre l'extrême droite, il n'y aura pas d'autre moyen que de combattre la politique dont il se nourrit, en rassemblant toutes celles et ceux qui refusent l'austérité et le chômage, l'état d'urgence et la guerre, le racisme et la xénophobie.

Seul un « Tous Ensemble », décidé à aller jusqu'au bout, permettrait d'y parvenir. En renvoyant du même coup le FN aux poubelles de l'histoire.

Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

LAISSE TRAÎNER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU !

LE FN, UN DANGER POUR LES SALARIÉS ET LES

ÉTAT D'URGENCE : LA CONTESTATION SOCIALE EN LIGNE DE MIRE

Marchés de Noël et manifestations sportives autorisées ; exposition «Solutions COP 21» des multinationales maintenue, mais manifestations de soutien aux migrant(e)s ou sur la question du climat interdites. Il est clair que la prolongation de l'Etat d'urgence est aussi un moyen pour le pouvoir de s'en prendre aux mouvements sociaux revendicatifs. Interdictions de manifester, arrestations, perquisitions et assignations à résidence de militant(e)s ; lors d'une manifestation pacifique pour la justice climatique le 30 novembre à Paris, la police a même violemment attaqué un cortège pacifique et embarqué des centaines de gens. En quoi cela a-t-il à voir avec la lutte contre le terrorisme ?



CHANTAGE À LA DÉLOCALISATION CHEZ SMART

Smart France manie maintenant le chantage pour imposer le retour des 800 salariés du site de Hambach (Moselle) aux 39 heures payées 37. Un referendum orchestré par la direction de l'usine avait trouvé une majorité grâce aux cadres et aux employés alors que les ouvriers refusaient ces mesures. Le droit d'opposition exercé par les deux syndicats CGT et CFDT représentant la majorité du personnel a rendu caduc ce plan patronal. Mais la direction de Smart, filiale de Mercedes, s'obstine. Elle vient d'envoyer à tous les salariés de l'usine par lettre individuelle une proposition d'avenant au contrat de travail instituant le retour aux 39 heures. La menace ultimatum tombe : si 75 % des courriers ne sont pas retournés signés d'ici au 10 décembre, ce sera la délocalisation. Délocalisation vers une usine Renault en Slovénie.

Renault, Ghosn et le ministre Macron actionnaire actif de Renault sont donc mouillés dans ce chantage. Halte aux maîtres chanteurs. Respect des droits des ouvriers de l'usine Smart de Hambach.

L'INSPECTRICE DU TRAVAIL CONDAMNÉE

Laura Pfeiffer, inspectrice du travail chargée de suivre l'usine Tefal d'Annecy, avait mis sur la place publique les arrangements de la direction avec sa hiérarchie locale du ministère du travail pour obtenir le départ de cette empêchuse de « réprimer en rond »

Les faits révélés par un lanceur d'alerte n'ont jamais été contestés. La direction prise la main dans le sac, ayant porté plainte pour « divulgation de secret professionnel » vient d'obtenir la condamnation de l'inspectrice du travail à 3500 euros d'amende avec sursis, ce qui entraîne l'inscription au casier judiciaire, cause possible de licenciement.

Les inspecteurs du travail ne plaisent ni au MEDEF ni au gouvernement et c'est pourquoi Macron dans sa loi leur

retire déjà beaucoup de moyens d'action. Ce jugement inique, c'est le monde à l'envers où ceux qui disent vrai sont condamnés.

GRÈVE GÉNÉRALE « POUR L'ÉGALITÉ »

L'UIMM c'est l'union patronale de la métallurgie, l'un des piliers du MEDEF. Toutes les entreprises automobiles en dépendent. Le scandale énoncé depuis plusieurs années : de 2000 à 2007 plus de 19 millions d'euros ont disparu. Le responsable patronal, Denis Gautier-Sauvagnac, en charge de cette caisse

noire n'a jamais rien avoué sur la destination de cette somme colossale versée en argent liquide.

Il a seulement reconnu que cet argent était destiné à « fluidifier les relations sociales ». En termes plus concrets, c'est du fric qui a donc servi à corrompre des corrompus, sans que leur nom ne soit fourni. Le règne de l'omerta mafieuse !

Un premier jugement avait condamné en février 2014 ce mafieux du MEDEF à 3 ans de prison dont deux avec sursis. Mais avec le jugement en appel plus de prison ferme ! La Fontaine l'avait déjà écrit : « Selon que vous serez *puissant* ou *misérable*, Les jugements de cour vous rendront blanc ou noir » De ce système on n'en veut plus !

CHANGEONS LE SYSTÈME, PAS LE CLIMAT !

Six ans après l'échec des négociations de Copenhague contre les changements climatiques, les puissants sont réunis en ce moment à Paris, pour la COP 21. Les plus grandes multinationales y défendent leurs intérêts, en opposition totale avec l'impératif de la justice climatique.

La question climatique échappe aux populations, et particulièrement aux plus pauvres, qui seront pourtant les premières victimes des conséquences de l'impasse climatique : migrations forcées et massives, montée des eaux, désertification, infertilité des sols, pollution de l'air, etc...

A mille lieux des salons où se retrouvent les puissances capitalistes, les peuples s'organisent déjà pour défendre leurs droits et besoins. A travers le monde, pendant que le gouvernement Hollande interdit les manifestations, les luttes contre les grands projets inutiles mobilisent paysans et citoyens.

C'est vraiment le système qu'il nous faudra changer !

Le NPA sera présent à la manifestation samedi 12 décembre pour défendre un monde débarrassé de la logique du profit et affirmer notre droit à manifester.

LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA
Tracts, infos, tout y est !
WWW.NPA-AUTO-CRIQUE.ORG

